

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Grece-violences-policieres-contre.html>

Grèce : violences policières contre les syndicalistes du Front des syndicats de classe (PAME)

- Actualité politique internationale -
Publication date: mercredi 6 février 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La police anti-émeutes a attaqué avec sauvagerie, le 30 janvier dernier, les travailleurs syndiqués qui s'étaient rendus au Ministère du Travail pour protester contre les déclarations inacceptables du ministre du Travail G.VROUTSIS. Trente cinq cadres du mouvement syndical ont été arrêtés. Neuf autres ont été blessés. Le ministre du Travail s'était livré à une provocation en qualifiant de façon injurieuse le système de sécurité sociale de système « édifié sur les bases du clientélisme ». Cette déclaration est liée à la décision prise par le gouvernement de renforcer l'autoritarisme et la répression pour étouffer les luttes populaires de classe et freiner la lutte organisée du peuple afin d'appliquer les mesures de rigueur destinées à priver les travailleurs de leurs ressources. Cette déclaration présage une nouvelle attaque contre le système de sécurité sociale.

La mobilisation des ouvriers de divers secteurs a été immédiate

Ils se sont rassemblés devant le ministère du Travail. Cependant, La police anti-émeutes a traîné 35 syndicalistes dans les fourgons policiers. La police a utilisé les bâtons et les gaz lacrymogènes, repoussant les manifestants qui s'étaient rassemblés en signe de solidarité en dehors du ministère du Travail.

La violence délibérée et la sauvagerie du gouvernement est un maillon de l'opération « loi et ordre » lancée pour intimider le mouvement ouvrier et populaire en lutte contre son orientation politique anti-populaire.

La stratégie du capital mise en application par le gouvernement au service de la classe bourgeoise a pour cible le droit de faire grève, de manifester d'une manière organisée et de rejeter l'offensive anti-ouvrière.

Afin de se montrer à la hauteur des exigences des « investisseurs », des monopoles aussi bien internes qu'étrangers, offrir des garanties de sécurité au capital contre le mouvement ouvrier et populaire, le gouvernement, main dans la main avec un pouvoir judiciaire de classe, tente de faire régner un silence de mort sur tout le pays, .

La provocation du gouvernement a échoué

Quelques heures après cette agression, le gouvernement a répandu dans les médias bourgeois des photographies tronquées, représentant prétendument des bureaux saccagés du ministère du Travail avec des meubles dispersés sur toute la place, afin de convaincre le peuple que la délégation du PAME et des syndicats avaient envahi le ministère pour causer des dommages et de se livrer à des actes de vandalisme. Les syndicalistes du PAME ont dénoncé la provocation, en déclarant avec fermeté que le « *mouvement ouvrier orienté sur une base de classe ne peut agir que d'une manière pratique et rationnelle et les autorités cherchent à mettre en place une provocation contre la lutte de classe des ouvriers* ».

La déclaration du porte-parole du gouvernement est provocatrice et scandaleuse. Ce n'est pas du tout par hasard qu'il qualifie la protestation des syndicats de « forme de violence » et « d'extrémisme », en associant d'une manière sournoise et provocatrice les formes de lutte du mouvement populaire avec les attaques « terroristes » des récentes semaines. Ainsi, il a été clairement confirmé que les buts réels de ces actes étaient l'intimidation du peuple et la répression du mouvement ouvrier et populaire. Ainsi, il se confirme que c'est la lutte de classe qui en réalité dérange l'atmosphère de consensus et le silence de mort que le gouvernement désire imposer.

LEUR INTIMIDATION NE RÉUSSIRA PAS

Un très large rassemblement de manifestants, combatifs et organisés, s'est tenu aux abords du siège du ministère du Travail. Ils se sont ensuite dirigés vers le siège de la Direction Générale de la Police d'Athènes, où les syndicalistes ont été emprisonnés. Les manifestants poussaient des mots d'ordre, tels que « Libérez les travailleurs

du poste de police ! », « Ils ne sont pas des terroristes ! », « Ils demandent des emplois ! » et « La loi et l'ordre des patrons seront brisés par la juste cause des ouvriers ! ». A mesure que le temps s'écoulait, la solidarité se renforçait et le nombre de personnes en dehors du poste de police ne cessait d'augmenter.

Colère et solidarité

Des dizaines de déclarations des unions syndicales, des centres de travail, des fédérations et du mouvement des organisations ayant trait à l'attaque répressive et provocatrice du gouvernement ont été exprimées continuellement au lendemain des événements.

La Secrétaire Générale du Parti communiste de Grèce (KKE) a rejoint le rassemblement. Elle revenait d'une manifestations d'agriculteurs. Elle a pris la parole pour exprimer sa solidarité avec les manifestants, mettant au défi le ministre du Travail de pouvoir présenter une vidéo qui montrerait les dommages prétendument causés par les syndicalistes. Elle a souligné que les syndicalistes voulaient à juste titre démontrer que ce sont les déclarations provocatrices relayées par les chaînes de Télévision qui ont attisé réellement les choses. Elle a tourné en ridicule les accusations du ministre : « *Que viennent faire 40 représentants d'organisations syndicales ? Détruire des bureaux ? Des ordinateurs ? Tabasser le Ministre ?* », ajoutant : « *Quand un ministre prononce des déclarations provocatrices, les représentants des organisations syndicales ont certainement le droit de protester le lendemain (...) Quand un gouvernement n'est même pas disposé à reculer face au peuple qui souffre, alors il n'y a pas d'autre solution que la violence. Mais le peuple est plus fort et il peut repousser la répression d'État. Parce que fondamentalement, même si les mécanismes de l'État sont nombreux, les gens du peuple sont encore plus nombreux. Et le peuple ne devrait pas s'effrayer de cela. Ils devraient craindre les supplices qui sont en cours. Et pour cette raison ils doivent s'armer de courage, résister et combattre les mensonges et les calomnies. Ils ont calomnié les travailleurs, pendant qu'ils amassaient des gains grâce à la corruption, maintenant ils calomnient encore les travailleurs en les présentant comme des vandales ...* »

Réponse combative et poursuite des manifestations

En fin d'après-midi, il a été annoncé que les 35 syndicalistes interpellés sont maintenus en prison par le Procureur général sous l'accusation de « *perturbation de la paix et de dommage aggravé* ». Le rassemblement s'est poursuivi tard dans la nuit. Une nouvelle manifestation a été préparée pour le jour suivant afin que toutes les accusations soient abandonnées et que les militants du mouvement syndical de classe soient libérés.

En même temps, le jeudi 31 janvier, les marins, les travailleurs de la santé, les travailleurs des transports urbains et des chemins de fer se sont mis en grève. Les manifestations des agriculteurs se poursuivent et les préparatifs pour la grève générale prévue pour la mi-février se sont déjà intensifiés.

Le procès des syndicalistes

Finalement les 35 syndicalistes ont été remis en liberté après avoir été traduits devant un tribunal de flagrant délit sous l'accusation de « *traîner illégalement sur une place publique* » ! Le procès a été renvoyé au 12 février, le témoin du ministère n'étant pas apparu.

Il est significatif que les syndicalistes n'ont pas été traduits en justice sous l'accusation de « *dommage aggravé* », ce que le ministère avait réclamé d'une manière provocatrice, en accusant les syndicalistes du PAME d'avoir causé des « *destructions de bureaux* ». Chaque heure qui passait démontrait que cette accusation ne reposait sur aucun fondement.

Grèce : violences policières contre les syndicalistes du Front des syndicats de classe (PAME)

Le renforcement de la solidarité de classe internationale avec les luttes en Grèce et avec le PAME est nécessaire.

Source : communiqué du Parti communiste de Grèce du 31 janvier 2013